



## Deux jours d'action et de grève à lier entre eux et à construire

Deux propositions syndicales viennent répondre aux colères et aux interrogations des syndiqués de la FSU et aux colères et aux interrogations d'un nombre important de salariés.

Deux appels à la grève. Deux intersyndicales. Deux domaines de revendications.

Le 12 mars, c'est une grève du second degré, à l'appel d'une intersyndicale composée, dans la FSU, du SNES et du SNEP, de la CGT-Educ'action, de Sud Education, du SNALC-CSEN, du SNCL-FAEN, du SNFOLC, sur le thème « amplifier la mobilisation contre la réforme du lycée, pour une autre politique éducative »

Le 23 mars, 5 confédérations et fédérations syndicales du public et du privé, CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent à une journée de grève et de manifestation pour peser sur les prochaines négociations. Ces organisations n'ont pas encore engagé de discussion de fond sur le fond du dossier des retraites, mais elles affirment leur volonté que le débat sur les retraites prenne en compte l'ensemble des questions, tant au niveau du privé que du public, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le code des pensions et la réduction des inégalités.

FO n'a pas signé le communiqué, mais pourrait décider ces jours-ci de participer au 23 mars « sur ses propres positions ». La CGC et la CFTC ont réservé leur réponse.

## Deux questions

Au-delà de la réflexion bien actuelle, hélas, que l'unité syndicale est un combat, on peut se poser deux questions (au moins) :

Alors que de nombreuses organisations syndicales, particulièrement à l'intérieur de la FSU mais pas seulement, cherchent à construire un plan d'action syndicale sur la durée, organiser la convergence, susciter et fédérer les luttes, il importe de faire le lien entre ces deux appels à la grève et à la manifestation. Le bureau académique du SNES-FSU de l'académie de Bordeaux réuni vendredi a d'ailleurs convenu que le succès de la journée du 12 conditionnait et permettrait le succès de la journée du 23, même si le lien entre les deux journées de lutte proposées aux militants n'est pas présenté de façon aveuglante.

Deuxième réflexion : alors que nous expliquons régulièrement que nous ne nous tirerons victorieusement d'un affrontement syndical avec le pouvoir que si nous nous en donnons les moyens, c'est-à-dire si nous parvenons à construire un large mouvement unitaire rassemblant tous les salariés ET les usagers des services publics et les nombreuses victimes de la politique gouvernementale, le

SNUEP-FSU est obligé de faire un communiqué latéral pour pouvoir s'associer à l'appel à la grève lancé par ses grands frères du second degré dans la FSU (*voir cet appel en fin de lettre*)

U&A FSU 64 affirme qu'il faut rapidement surmonter ces vieux réflexes identitaires et mettre en pratique très très rapidement la stratégie conçue collectivement dans la FSU : rassembler, rassembler, rassembler largement, sur des bases de lutte et de rupture avec les logiques de destruction des services publics lancées comme un train blindé, ou même avec les attitudes de compromis avec ces logiques.

Hier, c'était la réforme des lycées professionnels et celle des bacs pro. C'était la LRU et l'autonomie des universités. Aujourd'hui, c'est la réforme du lycée. Ça continue et ça n'a pas de raison de ne pas continuer si on continue de le jouer dispersé et si on ne rassemble pas davantage. Le collègue, le premier degré, toute l'École est dans la ligne de mire des « réformateurs » amis des riches.

On ne peut pas continuer sur ce rythme. Il faut que nous nous rendions compte que la situation est très sérieuse et que c'est toute l'architecture de notre service public qui est attaquée. **Il faut que nous nous rendions compte que tout cela n'a rien de fatal et que nous pouvons, tous ensemble, arrêter le massacre...**

## En Seine Saint Denis, la colère se transforme en action

La crise frappe de plus en plus fort à la porte, en particulier à la porte des établissements de la Seine Saint Denis et de l'académie de Créteil. Des mouvements de plus en plus massifs se sont organisés avant les vacances qui commencent. Sur des problèmes relatifs aux violences commises dans les établissements. Les collègues ont dû arrêter le travail près de 15 jours et manifester à Paris pour simplement demander qu'on rétablisse le nombre de surveillants qu'il y avait dans ces établissements il ya 6 ans ! Rentrés dans leur établissement juste avant les vacances, ils ont trouvé pour toute réponse un courrier leur annonçant que les prélèvements pour grève seraient promptement faits sur les salaires.

Mais bien des mouvements de grève réelle ont été organisés dans plusieurs établissements, contre les conséquences de la « réforme » : Le 11 février, il y avait 80 établissements du premier degré et du secondaire en grève dans l'académie de Créteil, et à la fin de la semaine, 33 collèges, 31 lycées et 74 écoles. Dans plusieurs de ces établissements, les stagiaires sont très engagés dans l'action.

Certes, il est facile de souligner que 30 % des agressions et des violences se commettent dans 5 % des établissements. Mais il ne faut pas oublier de souligner que cela se passe dans les établissements qui concentrent la misère sociale : des quartiers où le chômage des parents frappe plus de 40 % des habitants !! Des quartiers où une famille sur deux vit sous le seuil de pauvreté.

Dans l'ensemble des établissements scolaires du pays, l'ENSEMBLE, 49 % des professeurs disent souffrir du manque de reconnaissance, 75 % expriment leur « ras-le-bol ».

35 % des enseignants songent à démissionner.

On parle, à juste titre, des suicides à France Telecom, mais sait-on assez que la profession d'enseignant est celle qui est la plus touchée par les suicides ?

Pouvons-nous réellement croire que nous sommes à l'abri de cette évolution ?

Pouvons-nous réellement croire qu'il n'y a pas de quartiers pauvres dans notre département et qu'il n'existe pas d'établissement scolaire dans ces quartiers ?

Pouvons-nous réellement croire que nos collègues qui travaillent dans ces établissements vivent sur un nuage rose et vont en classe en empruntant un chemin parsemé de pétales de roses parfumées ?

Pouvons-nous réellement fermer les yeux et attendre que tout ça s'arrange ?

Ça ne s'arrangera pas. Sauf si on prend conscience que la donne a changé et qu'il faut le construire, ce lutter ensemble ! Les deux journées du 12 et du 23 sont une occasion à ne pas gaspiller.

Le congrès de Lille de la FSU a évoqué ces impératifs. Chaque syndicat de la FSU, dans l'enseignement comme dans les autres services publics, a réaffirmé l'urgence de la lutte.

Lisons, comprenons bien ce qui est en train de se construire, agissons et participons à ce rassemblement qui, seul, permet d'espérer arrêter la casse et entreprendre la modernisation démocratique de notre Ecole.

La FSU 64 prendra ses responsabilités, avec ses syndicats qui, d'ores et déjà appellent à la lutte.

## Pratiquer la solidarité fédérale : aider les camarades du SNUEP-FSU

Des élections professionnelles seront organisées début avril dans l'enseignement professionnel dans l'académie de Bordeaux, à la suite de la démission des élus du SNETAA de leur responsabilité de commissaires paritaires. Ils protestaient (à juste titre) contre le fait que le rectorat de Bordeaux ait tenté de torpiller les commissions paritaires en donnant systématiquement des informations partielles et assez souvent fausses aux candidats à la mutation avant la fin des travaux paritaires. L'intention a nettement été de court-circuiter les organisations syndicales et de discréditer le paritarisme.

Les camarades du SNUEP-FSU présentent une liste et demandent l'aide des autres syndicats du second degré pour organiser ces élections dans les LP, les SEGPA, partout où des PLP travaillent et où le SNUEP-FSU n'est peut-être pas encore organisé. On en reparlera.

L'affaire est importante, pour construire concrètement l'unité syndicale à l'intérieur de la FSU, et aussi parce qu'au précédent scrutin, les camarades n'ont manqué d'avoir un élu qu'à cause du manque d'une poignée de voix !

## Souvenirs... Les traditions «démocratiques» des ministres de l'intérieur se perpétuent...

Robert Paudraud, secrétaire d'Etat à la sécurité du ministre de l'intérieur en 1986, vient de mourir. Nous ne pouvons pas ne pas honorer justement sa mémoire sans rappeler quelques propos dignes du dialogue social sarkozien.

Vous vous rappelez probablement la mort de Malik Oussekine, 22 ans, étudiant à l'école supérieure des professions immobilières. Le 6 décembre 1986, les étudiants ont manifesté près de la Sorbonne. La manif est terminée. Il est près de minuit et les « voltigeurs » de MM Pasqua et Pandraud parcourent les rues du quartier latin et matraquent à tout va.

Pour avoir une représentation plus fraîche, souvenez-vous de leurs homologues iraniens, ces semaines-ci, qui matraquent les manifestants sur les trottoirs de Téhéran.

Malik Oussekine sort d'une boîte de jazz et il est poursuivi par une moto. Il se réfugie sous un porche. Les policiers le suivent et le matraquent à mort sous les yeux de la personne qui lui avait ouvert la porte.

Commentaire du ministre qui avait déjà en lui quelque chose de Sarkozy : « Si j'avais un fils sous dialyse, je l'empêcherais de faire le con la nuit. Malik est allé à l'école de tous les ratés de la bourgeoisie »

La bourgeoisie, elle, ne l'a pas raté.

Paris, le 18 février 2010



Syndicat National Unitaire  
de l'Enseignement Professionnel

## **COMMUNIQUÉ**

### **L'enseignement professionnel en grève le 12 mars**

Les mauvaises recettes du gouvernement pour réduire l'offre de formation font une très mauvaise soupe : le « brouet clair » budgétaire table sur la suppression massive d'emplois et sert une nouvelle dégradation du service public d'éducation.

**Le SNUEP-FSU réaffirme son opposition entière à l'actuelle réforme de la voie professionnelle** qui non seulement dégrade les conditions d'enseignement mais encore exclura des milliers d'élèves du système scolaire à la rentrée 2010, privés de poursuite d'études en lycée professionnel.

Ni l'accompagnement personnalisé, ni la plus grande autonomie accordés aux établissements dans le cadre de la réforme des EPLE, ne permettront d'améliorer la réussite de tous les jeunes de lycées professionnels.

Malgré l'engagement quotidien des personnels à faire réussir tous les jeunes, **le SNUEP-FSU déplore de graves dysfonctionnements liés à la mise en place de la réforme de la voie professionnelle**, qui dégradent la qualité du service public de la formation professionnelle initiale et sabordent l'égalité républicaine.

**Le SNUEP-FSU dénonce les conditions scandaleuses de l'accueil et de la formation**, annoncées pour la rentrée 2010, des professeurs stagiaires dans les établissements. Le SNUEP-FSU en dénonce les graves conséquences sur le fonctionnement des lycées et la réussite des élèves.

**Le SNUEP-FSU demande à nouveau au ministère de revenir sur l'ensemble de ces réformes** et d'entendre enfin les revendications des personnels et des élèves.

**Pour faire entendre leur voix, le SNUEP-FSU appelle les personnels de l'enseignement professionnel à participer massivement à une journée de grève nationale et de manifestations le vendredi 12 mars.**

Le Bureau National

Contacts :

Jérôme DAMMEREY 06 29 41 20 10

Marie-Caroline GUERIN, 06 43 71 87 41